



**CIPP
IPPM**

Civic Institute of
Professional Personnel

L'Institut professionnel
du personnel municipal

Présentation de l'IPPM au Conseil de la santé d'Ottawa, le 17 juin 2019

Comparution au nom de l'IPPM : Jamie Dunn, Directeur exécutif, IPPM

Bonjour président Egli, membres du Conseil de la santé d'Ottawa et Dr Etches :

Mon nom est Jamie Dunn et je suis directeur exécutif de l'Institut professionnel du personnel municipal, qui regroupe plus de 400 professionnels de Santé publique Ottawa. Je suis ici pour vous parler de la restructuration et du financement de la santé publique en Ontario proposés par le gouvernement provincial et du danger que cela représente.

La proposition de la province n'est pas une « modernisation ». Il s'agit d'un exercice de réduction des coûts qui met en péril la prestation des programmes actuels et la mise en œuvre des nouveaux programmes dont Ottawa a besoin. La planification régionale et les ententes de service peuvent permettre d'accomplir tout ce que les fusions proposées visent à accomplir, mais en évitant le chaos et les interruptions de service que les fusions entraîneront nécessairement.

Le fait de séparer Santé publique Ottawa de la Ville d'Ottawa et de la fusionner avec d'autres services de santé publique ne permettra pas d'économiser de l'argent. Nous savons déjà qu'environ 8 millions de dollars en services en nature actuellement fournis par la Ville d'Ottawa seront perdus et devront être financés à même le budget d'une nouvelle agence de santé publique.

Je veux aussi aborder la notion de « travail de première ligne » par rapport à « travail de bureau », d'abord parce que le terme « première ligne » est un terme militaire et que nous ne sommes pas en guerre contre les gens que nous servons, et ensuite parce que nous y voyons là une autre façon de dévaluer un travail important. Essayez d'imaginer la prestation de services

de santé publique sans recherche, programmation, évaluation, leadership ni soutien administratif. La suppression de postes menace les programmes et les services. C'est aussi simple que cela.

Du point de vue des relations de travail, l'incertitude entourant cette proposition menace le maintien en poste du personnel, qui s'inquiète de savoir quel syndicat et quelles conditions de travail prévaudront dans une agence de santé publique fusionnée. De plus, des perturbations sont à prévoir lors d'un vote de représentation et de la négociation d'une nouvelle convention collective. La fusion de la rémunération entre le personnel rural et le personnel urbain se traduira soit par une augmentation des coûts si la rémunération en milieu rural est augmentée pour atteindre celle offerte en milieu urbain, soit par des problèmes de rétention si les taux de rémunération en milieu urbain baissent au niveau rural. Enfin, grâce à nos 65 ans d'expérience en matière de représentation des employés de la Ville d'Ottawa, nous avons tissé des liens qui nous permettent de résoudre les problèmes sans recourir à des procédures judiciaires onéreuses. En termes simples, perturber ces relations entraîne une augmentation des coûts.

C'est pourquoi, surtout dans le contexte d'Ottawa, les fusions proposées coûteront plus cher, nuiront à l'efficacité et perturberont les services.

La meilleure façon de bâtir des collectivités saines et de contrôler les coûts des soins de santé est d'investir dans des programmes de santé publique. Une étude menée au Royaume-Uni publiée ce mois-ci par l'Institute for Public Policy Research établit un lien entre les compressions dans la santé publique et 130 000 décès évitables dans ce pays depuis 2012. Dans notre exposé de position, nous soulignons que chaque dollar dépensé en santé publique équivaut à 14 \$ en coûts de soins actifs. Pour mettre les choses en perspective, la réduction proposée de 200 millions de dollars pour la santé publique en Ontario pourrait représenter 2,8 milliards de dollars en nouveaux coûts de soins actifs. Cela ne ressemble pas à de la modernisation.

Nous devrions plutôt parler des domaines dans lesquels nous devons dépenser de l'argent frais afin de résoudre les problèmes graves de notre collectivité. Voici trois exemples :

Immunsation : Les récentes éclosions de rougeole nous montrent à quel point la protection de base contre les maladies évitables est menacée dans le monde entier. Pour protéger nos collectivités, les organismes de santé publique doivent s'attaquer énergiquement à la désinformation du mouvement anti-vaccination.

Changement climatique : Les nouvelles maladies infectieuses et l'augmentation des taux d'infection, les phénomènes météorologiques extrêmes comme les inondations et les tornades, les températures extrêmes et la mauvaise qualité de l'air sont quelques-unes des répercussions connues sur la santé publique découlant des changements climatiques auxquelles les services de santé publique devront réagir.

Violence communautaire et violence faite aux femmes : Au cours des dernières années, les résidents d'Ottawa se sont davantage préoccupés des crimes violents dans nos collectivités, et la violence faite aux femmes est un fléau qui se répète de génération en génération partout au Canada. Nous savons que la santé publique peut jouer un rôle efficace dans la lutte contre la violence communautaire et la violence faite aux femmes.

À Glasgow, les programmes écossais de santé publique, de police et de services sociaux ont permis de transformer une ville autrefois connue comme étant la capitale du meurtre en Europe. Une étude publiée dans le numéro de juin 2019 de la Revue canadienne d'ophtalmologie a montré que dans 80 % des admissions à l'urgence pour des blessures aux yeux résultant de la violence conjugale, la victime a perdu son œil. Pensez à la souffrance, aux coûts en soins de santé et aux coûts sociaux engendrés par cette violence. Les programmes communautaires et scolaires de lutte contre la violence dans les relations sont parmi les méthodes les plus efficaces pour mettre fin au cycle de la violence conjugale.

Ce ne sont là que quelques exemples de domaines importants dans lesquels la province devrait investir en matière de santé publique, et non pas reculer. La planification régionale et le partage des services peuvent être réalisés sans les coûts et les perturbations de la restructuration et des fusions à grande échelle, particulièrement dans le cas de Santé publique Ottawa. Dans l'intérêt de notre collectivité, nous espérons que vous vous joindrez à nous pour

insister afin que Santé publique Ottawa soit exclue de cette restructuration et que la province investisse davantage dans la santé publique.

Je vous remercie de votre temps et de votre attention et je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.